

QUE PEUT LE SAVOIR CONTRE LA VIOLENCE ?

Il est de bon augure qu'un nombre croissant d'institutions et d'opérateurs locaux prennent à bras le corps les préoccupations liées à l'économie fondée sur la connaissance.

La poste et les technologies de l'information et de la communication, l'enseignement supérieur, le CNES, l'industrie affichent aujourd'hui un intérêt particulier pour la question. L'Université pour la formation continue tient en ce moment un colloque international de portée incontestable sur le thème de «gouvernance des institutions et intelligence économique».

Il y a dans cet intérêt plus qu'un pari technologique. On peut également y voir une chance inespérée de surmonter le handicap génital d'une régulation par la violence en accédant à une régulation fondée sur le savoir.

Le pari technologique semble à notre portée. En effet, en matière de possibilité d'absorption des technologies de l'information et de la communication, les pays développés sont — contrairement aux présupposés anciens — loin d'être les plus performants. Ici, plus qu'ailleurs, il y a de la marge pour tous.

Dans une récente étude, le Phoenix Center (*), qui a mis au point un indice dit «d'efficacité de bande-passante» (Broadband Efficiency Index, BEI), conclut que l'importance des abonnements à internet n'est pas suffisante pour mesurer la

faculté d'un pays à se doter de ce service. Le nombre d'abonnements ne dit pas tout, selon les économistes américains auteurs du rapport. Les paramètres économiques, sociaux et démographiques sont aussi à prendre en compte. Une conclusion lourde qui donne aux Etats les moins bien lotis économiquement et socialement une opportunité certaine de dépasser les niveaux de performance des autres en matière d'adoption de cette technologie.

L'étude n'innove pas en matière statistique. Sur ce plan, elle se contente de reprendre les données de l'OCDE. Sur le plan global, elle relève que deux tiers des pays de l'OCDE (trente pays) ont un BEI supérieur à 95%.

Là où elle détonne, c'est lorsqu'elle explique que plus de 90% des différentiels d'adoption du Net parmi les pays industrialisés s'expliquent par des facteurs tels que le niveau d'éducation, les inégalités de revenus, l'âge ou encore la densité de la population. La force des pays industrialisés vient alors de leur forte capacité à convertir leurs dotations économiques et sociales en souscriptions à l'internet. C'est donc la primauté des paramètres socioéconomiques dans l'adoption de l'internet qui expliquerait le positionnement d'un petit Etat comme l'Islande (avec un indice BEI de 99,5%), de la Belgique (99%), du Portugal (98,3%) ou encore de la Turquie.

Le taux brut d'adoption

de l'internet est égal au nombre de souscripteurs sur le reste de la population. «Nos analyses nous ont conduit à estimer que des pays relativement pauvres, avec des taux d'adoption moindres, s'avèrent être plus efficaces en matière d'adoption que d'autres, mieux lotis», commente le Phoenix Center. Ce sont ces mêmes caractéristiques socioéconomiques qui éclairent sur l'étonnant et relatif retard pris par des pays comme le Luxembourg, la République tchèque, l'Irlande ou encore la Grèce. Même si elle ne bouscule pas fondamentalement nos idées reçues, l'étude permet toutefois de cibler les priorités dans la mise en place de politiques publiques pour favoriser l'adoption d'internet en ciblant des objectifs plus larges comme le développement du niveau d'équipement en matériel informatique ou la mise en place de programmes éducatifs spécifiques. Les conclusions de Phoenix Center sont corroborées et complétées par le dernier rapport Connectivity Scorecard qui établit les scores de connectivité de vingt-cinq pays (**).

Les indicateurs répertoriés sont nombreux : il s'agit du nombre (ramené à la population) de lignes téléphoniques, d'abonnés mobiles et d'utilisateurs d'internet, la quantité de bande passante, le nombre de lignes de transmission de données d'entreprises, d'ordinateurs, d'écoles connectées à internet, de

services publics en ligne, etc. Pour tenir compte des disparités fortes, les pays ont été classés en deux catégories : ceux à «l'économie tirée par l'innovation» ou en train de le devenir, et ceux à «l'économie tirée par l'efficacité ou les ressources». Certains indicateurs technologiques s'appliquent plus spécifiquement à chacune des deux catégories de pays. Ont été utilisés la banque en ligne ou le taux de voix sur IP en entreprise pour la première catégorie, ou les taux d'illettrés, de couverture mobile de la population et de femmes ayant accès à internet pour la seconde.

Là encore, les résultats ne sont pas ceux que l'on attendait. Si les Etats-Unis viennent, en effet, en tête du classement, c'est parce que leur score d'usage de la connectivité, en particulier de la part des entreprises, compense totalement leur médiocrité en matière de connectivité large bande en comparaison à d'autres pays. La Suède surprend en se positionnant seconde : elle surclasse le Japon, grâce à ce qu'elle enregistre comme score dans l'usage des solutions mobiles, notamment professionnelles. Pareil pour la Corée, autre puissance économique et technologique, qui se retrouve en milieu de liste : les usages ne suivraient pas.

Jusque-là rien de vraiment révolutionnaire, les repositionnements s'opérant entre pays industrialisés. La surprise vient de ce que certains pays

d'Afrique — malheureusement pas le nôtre — bénéficient de services bancaires mobiles et de services de transactions électroniques bien plus développés que les Etats-Unis ou le Canada. La véritable révolution vient toutefois d'Asie. La Malaisie se classe en tête du peloton des pays émergents. Le secret de cet exploit : un faible taux d'illettrisme, associé à des scores d'usages proches ou identiques à ceux de pays développés. Ce peloton comprend aussi la Chine et l'Inde. L'Inde, pourtant grande bénéficiaire des délocalisations des services informatiques, grâce à des avantages comparatifs liés aux salaires et à des comparatifs avérés en matière électronique, est derrière la Chine. Celle-ci est plus forte dans l'utilisation de l'internet mobile chez les professionnels et l'utilisation d'internet par la population féminine.

Qu'il s'agisse de la Malaisie, de la Chine ou de l'Inde, toutes doivent néanmoins compter avec la Russie dont la situation détonne à plus d'un titre : elle ne compte que 1% d'adultes illettrés, contre 9% en Chine et près de 40% en Inde, alors que l'usage du courriel et de l'internet mobile par les professionnels y est bien plus développé.

La taille du marché chinois risque toutefois de faire la différence. Son ampleur recèle un potentiel inégalé pour l'extension de la couverture des réseaux mobiles et des réseaux haut débit.



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Dans le cas particulier de notre pays, les espoirs attachés à un possible rattrapage du retard technologique suffisent-ils à surmonter l'autre question soulevée ici : la possibilité d'une transition vers une régulation qui ne repose plus sur la violence ? La technologie finira-t-elle par avoir le dessus sur ce mode séculaire de régulation politique, sociale, économique et culturelle ?

En d'autres termes : la régulation par la connaissance et le savoir pourrait-elle mécaniquement supplanter une régulation par la violence ? Une petite question pour un grand programme.

A. B.

(*) Phoenix Center for Advanced Legal and Economic Public Policy Studies, «The Broadband Efficiency Index : What Really Drives Broadband Adoption Across the OECD ?», Paper Series, n° 33, 2008.

(**) On peut consulter le détail concernant chacun des pays figurant au rapport (le nôtre n'y est pas) sur le site www.nokiasiemensnetworks.com.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



D'UN FRONT À L'AUTRE !

Les étudiants se plaignent de ne plus y arriver avec leurs bourses.

Une petite pilule bleue ?

Légère accalmie sur le front antichrétien. Et réactivation d'un front endormi, faussement endormi, celui de la chasse aux Algériens soupçonnés de trop s'approcher de la frontière israélienne. Ça a démarré il y a quelques petites heures. Timidement. Insidieusement. Comme à chaque fois. Le procédé est ignoble. Comme à chaque fois. La technique est d'une simplicité criminelle. Comme à chaque fois. On désigne une cible à la vindicte atavique. Une ou un de nos compatriotes ou tout un groupe, journalistes, artistes, patrons de groupes économiques ou tout simplement personnalités connues sont affichés sur des supports médias comme «en partance pour une virée israélienne». Et là, tous les clichés

monoblocs se mettent en branle : «suppôts du sionisme ! » «Iarbins à la solde de la juiverie internationale » «Ouled lihoud ! », le tout saupoudré méticuleusement et systématiquement de doctes «hacha dine Mohamed ! ». Le danger dans ce genre de campagnes, c'est de croire qu'elles sont spontanées ; qu'elles émanent de quelques petits esprits pervers et finalement isolés. ERREUR ! Gravissime erreur. Lorsque la canonnière ouvre le feu roulant sur les chrétiens, puis sur les «invités d'Israël », puis, demain, peut être, sur une section de l'église de scientologie localisée à notre frontière avec le Niger, ce n'est jamais un acte isolé. D'ailleurs, qui croit encore, chez nous, en Algérie, aux actes isolés ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H.L.

VOS APPELS,
À VIE, EN

Illimité à vie
Offre disponible du
05 juin au 05 juillet 2008



VERS TOUS
LES RÉSEAUX
7j/7
et 24h/24

